

Le libertaire

Rédaction :
Administration : N. FAUCIER
72, rue des Prairies, Paris (20^e)
(Chèque postal : N. Faucier 2165-55)

ORGANE HEBDOMADAIRE DE L'UNION ANARCHISTE-COMMUNISTE

ABONNEMENTS AU "LIBERTAIRE"	
FRANCE	ETRANGER
Un an... 22 fr.	Un an... 30 fr.
Six mois... 11 fr.	Six mois... 15 fr.
Trois mois... 5,50	Trois mois... 7,50
Chèques postal : N. Faucier 2165-55	

Les anarchistes veulent instaurer un milieu social qui assure à chaque individu le maximum de bien-être et de liberté adéquat à chaque époque.

Téléph. : Roquette 57-73

Vers la prochaine "dernière"

Autour du budget de la Guerre

Je ne voudrais pas m'étendre outre mesure sur l'offensive déclenchée par les « partis de gauche » contre notre Poincaré national, sous prétexte du budget de la Guerre.

Cette offensive annoncée à grand fracas s'est révélée des plus... inoffensives. Poincaré garde le pouvoir. Et c'est tant mieux. Car encore une fois quel plus beau symbole pourrions-nous souhaiter que celui de cette apothéose persistante de l'homme des monuments aux morts ? Quel conseil plus pressant de réfléchir et de se souvenir à ceux qui sont capables de se souvenir et réfléchir.

Marquons une fois de plus combien faibles sont les divergences qui séparent sur ce genre de questions, comme sur toutes les questions vraiment importantes, les partis dits de gauche ou de droite.

De quoi s'agissait-il ? De demander que le budget de la Guerre Poincaré de 1929 ne dépassât pas trop le budget de la Guerre Poincaré de 1928 et subsidiairement qu'il fut fait des fonds votés l'emploi que les pacifistes des gauches jugeaient le plus utile à la Défense Nationale.

Voilà la question comme on l'a posée devant les Français moyens.

Voilà comment les Français moyens acceptent qu'on la pose.

Le poids des impôts pèse sur la classe productrice au moins deux fois plus lourdement qu'en 1913.

Le budget militaire est plus onéreux qu'avant la guerre qui devait, selon les « idéalistes » mettre fin au militarisme.

Non seulement le militarisme n'a pas disparu, mais il s'est aggravé car l'on voit se développer de plus en plus une armée de métier, jugée plus sûre par les dirigeants et qui constitue une menace grandissante pour le prolétariat.

Les partis de droite et de gauche sont d'accord sur le principe de la Dette Publique. Ils ne divergent que sur les étiquettes à donner aux impôts destinés à en payer les intérêts.

Ils ont sauvé le franc ensemble comme ils avaient sauvé la France et toujours aux dépens des Français.

Ils sont d'accord sur le principe de la Défense Nationale. Et il n'y a pas si longtemps que Poincaré, répondant aux critiques de Renaudel, rendait hommage au patriotisme des socialistes.

Ils chicanent sur des détails, sur quelques millions de plus ou de moins. Ils admettent le principe et l'ensemble.

Pouvoirs-nous attendre autre chose d'eux ? Et je dirai même : pouvoirs nous attendre autre chose des principes dont ils se sont réclamés ? On ne peut être à la fois antimilitariste et patriote. Nos radicaux et nos socialistes sont patriotes, et ils l'ont prouvé. Ils concilient cela comme ils peuvent avec le pacifisme qu'ils affichent et qu'ils ont concilié avec le jusqu'au-boutisme lui-même. Ils se veulent d'avance aux futures « unions sacrées » que justifiera sans doute la défense militaire de l'Olivier de Locarno, du pacte Kellogg et de la Société des Nations.

Cependant les causes de frictions, les risques de guerre apparaissent plus

graves, plus nombreux qu'ils ne l'étaient en 1913.

En face de ces périls, comme en face des conséquences pitoyables de l'autre guerre, que fait la classe ouvrière européenne ?

Que fait la classe ouvrière de France ?

L'Internationale socialiste a mis sa confiance dans les pratiques de la S.D.N. Et pour mieux les appliquer le chancelier Hermann Muller fait lancer des cuirassés et entraîner la Reichswehr, le citoyen Paul-Boncour fait des plans où l'on mobilise jusqu'aux femmes.

L'Internationale communiste s'élève contre l'imperialisme bourgeois, cependant que l'U.R.S.S. a une armée formidable et se dispose à utiliser à son tour des formules de « la guerre défensive » et des « guerres de libération », mis au service de « l'Etat ouvrier ».

Les ouvriers consentiront-ils une fois de plus à s'entre-tuer ? Et ce, pour l'amour des Müller, des Paul-Boncour et des Staline.

Ou bien, malgré et contre les « Internationales » politiciennes et autoritaires les prolétaires voqués à la menaçante guerre d'extermination sauront-ils trouver la volonté de ne pas s'y prêter, sous quelque prétexte que ce soit ?

EPSILON.

Pour la vie de notre journal

Ne remettez pas à demain...

Allons, notre dernier appel a été entendu. Le mouvement en faveur des abonnements commence à s'étendre, pas assez cependant pour que nous puissions nous déclarer satisfait. Car, si certains camarades ont répondu favorablement, le plus grand nombre reste encore silencieux.

Nous demandons à tous une réponse, bonne ou mauvaise, car nous savons que nombreux sont nos amis qui ne doivent qu'à leur négligence de ne pas compter au nombre de nos abonnés ; certains, parmi les nouveaux abonnés, nous l'écrivent en s'excusant de ne pas l'avoir fait plus tôt.

D'ailleurs, afin que chacun puisse se rendre compte de notre situation, nous publierons, à partir de la semaine prochaine, région par région, le nombre de nos lecteurs et la proportion des abonnés.

Il faut que nous répétions que les abonnements sont les plus claires ressources d'un journal indépendant.

Si tous les compagnons se pénètrent de cette idée, ils doivent sans retard s'abonner à notre journal. Il est le lien qui nous unit tous et sans lui, pas de propagande suivie et efficace.

Ayons constamment à l'esprit, l'isolement auquel nous serions contraints, les uns et les autres, s'il venait à disparaître, et sachons ne rien négliger pour que non seulement sa vie soit assurée, mais encore que les idées qu'il contient soient toujours largement répandues.

Est-il un camarade qui peut refuser de nous aider à cette réalisation ?

Nous ne le croyons pas et c'est avec confiance que nous insistons pour que les camarades nous répondent favorablement.

Rappelons le prix des abonnements :

Un an : 22 francs. Six mois : 11 francs.

Trois mois : 5 fr. 50.

(Voir le bulletin d'abonnement en 4^e page).

La Librairie sera fermée...

Pour cause d'inventaire et jusqu'à nouvel avis la LIBRAIRIE SOCIALE INTERNATIONALE sera fermée à dafer le dimanche 30 décembre (à 20 h. 30), dans la grande salle des Sociétés Savantes.

Séuls les bureaux du LIBERTAIRE seront ouverts au 1^{er} étage du 72 rue des Prairies, où l'administration du journal se tiendra à la disposition des camarades pour tous renseignements.

Cependant les causes de frictions, les risques de guerre apparaissent plus

Pour le droit d'asile

Contre les expulsions administratives

La chasse aux proscrits est à l'ordre du jour gouvernemental. Prétextant le verdict rendu par les jurés de la Seine dans l'affaire Modugno la presse a tout faire s'acharner à exiger de la police une action plus dure, plus féroce contre les « étrangers ».

Notre campagne contre les expulsions administratives, contre l'arbitraire policier, pour le droit d'asile est donc aujourd'hui plus nécessaire que jamais.

La bataille engagée par le Comité du droit d'asile et l'U.A.C. il y a plus d'un mois, se poursuit donc plus énergiquement.

Pour les Proscrits.

Pour le droit d'asile.

Contre la dictature policière.

Compagnons ! Tous ensemble, courrons à l'agitation indispensable.

Nos Meetings en Province

Notre ami Férandel parcourt le pays à partir du 3 janvier 1929. Nous proposons aux camarades et groupes des villes désignées d'activer l'organisation de leur meeting.

Voici suivant l'ordre de passage de l'orateur, les villes intéressées :

Jeudi 3 janvier : Limoges.

Vendredi 4 janvier : Bordeaux.

Samedi 5 janvier : Toulouse.

Lundi 7 janvier : Narbonne.

Mardi 8 janvier : Béziers.

Mercredi 9 janvier : Coursan.

Jeudi 10 janvier : Montpellier.

Vendredi 11 janvier : Nîmes.

Samedi 12 janvier : Aimargues.

Mardi 15 janvier : Marseille.

Samedi 17 janvier : Saint-Etienne.

Samedi 18 janvier : Lyon.

Lundi 20 janvier : Orléans.

Amis, camarades, répondez-nous.

P.-S. — La première lettre reçue par les correspondants doit être considérée comme nulle. Ne tenir compte que de la seconde lettre ou de l'appel ci-joint.

P. O.

RENÉ MARTIN EST LIBÉRÉ

Nous recevons, en dernière heure, une dépêche de notre camarade René Martin, nous annonçant sa libération.

Ainsi, l'action énergique engagée par les amis de Brest, a porté ses fruits : l'évêque de Sezze n'a pas osé renouveler la provision nécessaire au maintien en prison de René Martin, condamné pour contrainte par corps. Nous sommes particulièrement informés qu'il appréhendait l'agitation que nous allions mener dans son fief.

En nous promettant de revenir sur cette affaire, félicitons-nous de ce succès.

Fête de Solidarité

Une date à retenir

Dans l'intention de se procurer ainsi quelque argent pour poursuivre sa campagne pour l'abolition de l'expulsion par la voie administrative, le Comité de Défense du Droit d'Asile organise une grande fête le dimanche 30 décembre (à 20 h. 30), dans la grande salle des Sociétés Savantes.

Il y aura de la belle musique, de la bonne chanson et une jolie pièce bien jouée.

Veuillez, camarades, nous garder cette soirée-là, vous ne nous y empêtrerez point et vous ferez aussi œuvre utile. — G. D. D. A.

Après le procès de Modugno... et celui de Provini

Modugno n'a pas été acquitté comme nous l'espérions ; reconnaissons, toutefois, qu'il n'a pas été aussi lourdement condamné que le réclamaient certaines presses de droite et le ministère public. Les jurés ont compris les souffrances morales de ce réfugié politique séparé, du fait de la coquinerie du dictateur d'Italie, d'êtres chers. Ils ont ainsi infligé un soufflet retentissant à ceux qui se réclamaient de la famille avec un grand F n'ont pas hésité à séparer la femme du mari, l'enfant du père.

point le péril que courrent les « étrangers » résidant en France, et ne résistent pas aux scandaleuses prétentions des fascistes et demi-fascistes de ce pays.

En tout cas, notre Comité jette le cri d'alarme et demande à ceux qui suivent avec sympathie, ses efforts de se tenir sur leurs gardes et d'agir déjà en accourant aux meetings qui seront organisés un peu partout pour protester contre l'expulsion par la voie administrative.

Mais cette condamnation, mettons mitigée, de Serge di Modugno n'a pas eu l'heure de plaisir aux organisations de droite de ce pays et à leur presse, petite et grande. Les unes et les autres, prenant prétexte de la décision du jury parisien et de manifestations faites sur commande en Italie devant les ambassades françaises, s'attaquent au droit d'asile, si limité déjà, et demandent que les proscrits réfugiés en France, soient ou expulsés en masse ou soumis à une surveillance si étroite qui équivaudrait à un emprisonnement.

Il n'est pas possible que les organisations syndicales, les partis politiques de gauche et leurs journaux ne veulent pas s'y laisser prendre.

LE COMITÉ DE DÉFENSE DU DROIT D'ASILE

Une dangereuse fumisterie (1)

LA DOCTRINE DE GRIBOUILLE

Pour résoudre un problème demandant une minutieuse et scrupuleuse attention, les bolchevistes ne sont pas embarrassés : ils sortent de l'amas considérable d'articles de Lénine une phrase s'adaptant plus ou moins heureusement à la situation — et avec cette phrase constituent tout un programme d'action.

C'est ainsi qu'au sujet du dixième anniversaire de l'armistice, Pierre Semard nous a donné dans *l'Humanité* deux articles dont le moins qu'on en puisse dire est qu'ils marquent profondément le peuplisme du P. C. en théoriciens.

Dans son article du 20 novembre, Semard part en guerre contre la théorie du boycott et de la grève générale insurrectionnelle en cas de guerre — et il le fait d'une façon qui démontre que le secrétaire général du parti bolcheviste ne comprend pas davantage la grève générale qu'il n'a compris le syndicalisme et si les ouvriers et ouvrières qui se prétendent révolutionnaires — et ceux-là seulement — refusaient d'œuvrer dans les usines de guerre, de transporter le matériel servant à la boucherie — la perturbation occasionnée serait déjà suffisamment grande pour amener une désorganisation des services de la Guerre. Sans compter la force que prendrait le mouvement oppositionnel par la grande contagion de l'exemple. Mais nous reviendrons plus en détail sur cette tactique par la suite.

Voilà ! Si à la suite d'une préparation méthodique de la classe ouvrière à l'idée de grève générale, si après une propagande intensive faite dans le sens du refus de « remettre ça », en même temps que du refus de fabriquer ou de transporter les armes et munitions, si après cette vaste campagne un nombre assez important de mobilisés ne rejoignent pas leur centre de mobilisation et si les ouvriers et ouvrières qui se prétendent révolutionnaires — et ceux-là seulement — refusaient d'œuvrer dans les usines de guerre, de transporter le matériel servant à la boucherie — la perturbation occasionnée serait déjà suffisamment grande pour amener une désorganisation des services de la Guerre. Sans compter la force que prendrait le mouvement oppositionnel par la grande contagion de l'exemple. Mais nous reviendrons plus en détail sur cette tactique par la suite.

Semard s'élève contre le sabotage individuel et le refus individuel du service militaire — la grève générale, le refus collectif de servir, dit-il, resteraient sans lendemain insurrectionnel.

Par une inconséquence dont il est coutume, Sémard continue :

Pour qu'une insurrection éclate, il faut une situation révolutionnaire qui entraîne les masses à la lutte armée contre la bourgeoisie. Si celle-ci peut faire fabriquer son matériel, renforcer son armée et préparer les esprits à la guerre, sans trop de résistance de la part du prolétariat, à ce moment la grève générale contre la guerre n'est qu'une phrase creuse qui n'empêche guère les gouvernements.

Les communistes doivent mettre tout en œuvre pour obtenir des actions de masse contre les préparatifs de guerre et contre

(1) Voir le précédent numéro.

la guerre elle-même ; mais ils ne peuvent pas leurrer les travailleurs en leur laissant croire que des mouvements de grève ou de boycott partiels suffiront à éviter la guerre.

Ainsi donc, Semard reconnaît lui-même que si la bourgeoisie peut faire fabriquer son matériel, renforcer son armée et préparer les esprits à la guerre la grève générale est impossible.

On croirait donc que, poursuivant logiquement le cours de sa démonstration, le secrétaire général du parti communiste va inciter le prolétariat à se préparer à un mouvement de grève générale et de boycott sur une grande échelle. Ce serait mal le connaître.

Nous savons, nous aussi, qu'une grève partielle, qu'un boycott minime ne suffiront pas à éviter la guerre. Nous savons que si, à toute menace de guerre, le prolétariat ne répond pas par une grève générale — non pas passive, mais insurrectionnelle — nous savons que la guerre entraînera une nouvelle fois les hommes au massacre. Seulement, nous en tirons d'autres conclusions que Semard.

Que disent les communistes ? Quelle action préconisent-ils contre la guerre ?

... Notre tactique, en écartant le bâillon de la grève générale panacée, réclame une lutte active contre la politique chauvine et impérialiste de la bourgeoisie et de ses laquais socialistes et réformistes, préconise l'organisation de la résistance par une action de masse contre les préparatifs et contre la guerre, tout en demandant qu'en règle générale les communistes et sympathisants partent à l'armée pour organiser du dedans la véritable lutte pour mettre fin à la guerre par le renversement de la bourgeoisie et l'instauration de la dictature du prolétariat.

Et voilà ! Ce n'est pas plus difficile que cela ! Pour s'opposer efficacement à la guerre, il faut partir à l'armée !

Oh ! j'entends bien : il faut y partir pour organiser du dedans la véritable lutte. Cela me rappelle la célèbre théorie de la conquête de l'armée, prônée jadis par Gustave Hervé.

Vous connaissez sans doute ce fameux Gribouille qui, un jour où la pluie tombait à torrents, se jeta à l'eau pour ne pas se mouiller. Eh bien ! Semard-Gribouille veut absolument renouveler le procédé en le transposant dans le domaine militaire.

Si la guerre éclatait, pour empêcher le conflit, répondez à votre ordre de mobilisation et rejoignez votre camp. Pour combattre l'armée, faites-vous soldats.

Et tous les communistes répètent en cœur ce mot d'ordre. L'insoumis (?) Colomer n'a-t-il pas déclaré lui-même qu'il répondrait à tout ordre de mobilisation ?

Il s'agit, voyez-vous, d'entrer dans l'armée pour conquérir celle-ci à la révolution et pour, au jour du combat, fraterniser révolutionnairement avec l'ennemi, renverser la bourgeoisie d'un commun accord et instaurer la dictature du prolétariat. Il faut, par l'entrée du prolétariat révolutionnaire dans l'armée, faire de cette armée tricolore une armée rouge qui libérera la classe ouvrière.

La théorie est bellement présentée... Seulement, il y a un hic d'importance !

Pour que cette tactique puisse être appliquée, il faudrait qu'au régime se rencontraient suffisamment d'hommes se connaissant. Or, c'est le contraire qui se produit généralement. Il arrive bien qu'une dizaine d'hommes soient mobilisés qui habitent la même localité, mais se connaissent-ils moralement ? Sont-ils unanimes de pensée révolutionnaire ? La plupart du temps, ils n'ont de commun que la localité d'habitation. Cela n'est pas suffisant. Mais, se trouverait-il, dans un dépôt, vingt hommes qui se sauraient tous les vingt révolutionnaires, cela suffirait-il ?

Pour qui connaît la « Grande Muette », il faut être de mauvaise foi pour répondre : oui.

En temps de mobilisation générale ou en temps de guerre, l'état de siège règne. Si une guerre éclatait, des ordres seraient donnés aux supérieurs de mater sans pitié ni faiblesse toute tentative de rébellion de la part des soldats. Et si quelques-uns voulaient essayer un mouvement, qu'arriverait-il ? Ils seraient exécutés sommairement, pour l'exemple, et le reste de la troupe, dompté, subirait son sort en silence.

Pour qui connaît le vaste système de police, de mouchardage et de délation en vigueur dans l'armée, pour qui sait la rigueur impitoyable avec laquelle frappent les conseils de guerre (sans compter les cours martiales qui, on peut y compter, seraient réinstallées en cas de guerre), c'est donc envoyé au poteau d'exécution ou au bagne les plus décidés et faire du reste des ouvriers des soldats combattant (peut-être à regret, à contre-cœur), mais enfin, combattant tout de même.

Voyez déjà ce qui se passe en temps de paix. Tous ceux qui sont allés à l'armée, pour y propager l'idée révolutionnaire, qu'ont-ils fait ? Les uns ont voulu répandre leurs idées : ils sont allés en prison ou dans les camps de travaux publics ; d'autres ont voulu, soit dans la Ruhr, soit dans

PROPOS d'un PARIA.

Encore un scandale financier ! Un de plus. Ce n'est pas le moment de dire : « Quand nous serons à cent ! » Car il y a longtemps que la certitude est dépassée. La presse a d'information annonce que 600 millions ont été rafles à la petite épargne.

La « petite épargne » ne m'intéresse pas plus que la grande. Et je n'aurai à son égard pas le moindre petit mot de pitié. Au contraire, je dirais même que c'est bien, que c'est très bien fait... Car, la « petite épargne », lorsqu'elle place ses capitaux dans telle ou telle affaire plus ou moins vaseuse, c'est qu'elle espère en tirer des bénéfices dépassant la norme habituelle. Peu lui chaut que ce bénéfice soit acquis d'une façon relativement honnête. Ce qui l'intéresse, c'est que l'action du « Mississipi » par exemple, achetée pour presque rien, lui rapporte un pourcentage d'intérêts lui permettant de tripler en quelques mois son capital. Les petits épargnantes ont la dent aussi longue que les gros. Et quelque fois davantage.

À-ton l'habitude de plaindre les joueurs qui vont sur un champ de courses mettre leur avoir sur le toquard « susceptible de leur procurer le gros bénéfice et qui, le plus souvent n'arrive pas ?

Poursuit-on le Pari Mutual qui profite de cet appétit de gain et les journaux qui, dans leurs commentaires, font perdre inutilement à une foule de gens des sommes considérables ? Non, n'est-ce pas !

Eh bien ! alors, Pourquoi tout ce tintamarre, ces articles à tout casser dénonçant les financeurs assez malchanceux ou assez maladroits pour ne pas savoir se servir de la loi, qui, pourtant, permet de commettre, sans qu'on l'enfreigne, tant d'escroqueries.

Aujourd'hui c'est « La Gazette du Franc » qui est sur la sellette. Hier c'était Roquette. Vous souvenez-vous de Thérèse Humbert ? Et le Panama ? Ce n'est pas fini, assurez-vous.

J'aime les indignations factices, les mises en demeure, les objurgations, les cris de gorille qu'on écorche, poussés par certaine presse de forban — tel l'Ami du Peuple — qui clame : « Vita et tout. Allez jusqu'au bout ; Toute la lumière, etc., etc. »

C'est du dernier comique.

D'autant plus que chacun sait qu'il est impossible de gagner de l'argent autrement qu'en exploitant, spoliante, et que toutes les belles théories sur la fortune, récompense du travail, ne sont que de vaines attrapes-néanmoins.

Les gens qui confient leur argent, sur la foi de publicités pharamineuses, à des groupes financiers, le savent mieux que tous les autres. Ils risquent néanmoins.

C'est là un jeu où l'on ne gagne pas à tous les coups. Tant pis pour les naïfs doués d'ambition.

On annonce les arrestations sensationnelles de membres de la Légion d'honneur.

Rassurez-vous, seuls trinqueront quelques comparses, petits brochetons sans importance. Les gros poissons voraces continueront à frétiler sans risque, et tout cela se tassera, s'oubliera, et les belles affaires recommenceront pour notre造福.

Car l'honnêteté est, comme la religion, indispensable au peuple, à la classe qui travaille, souffre et ne peut concevoir et espérer un avenir meilleur que dans la disparition du régime capitaliste, seul responsable de tous les soi-disant scandales qui ne sont, après tout, que les conséquences logiques, inévitables de l'exploitation de l'homme par l'homme. — Pierre Mualdès,

Syrie, soit au Maroc « fraterniser » : ils sont dans les Centrales, d'aucuns même à Cayenne et deux sont condamnés à mort. Les autres, enfin, devant le danger de la répression, se méfient des meuchards et de la police, ont accompli bien sagement et silencieusement leur service, en étant de bons soldats de l'armée tricolore. Ceux-ci craignaient la prison. Qu'eût-il été s'ils avaient craint le bagne ou le poteau ? Ils auraient été de bons soldats en temps de guerre comme ils l'ont été en temps de paix, car, hélas ! le milieu ambiant est tellement déprimant qu'il faut tout risquer pour rester un homme en toute occasion.

La tactique de Semard-Gribouille n'aboutirait donc qu'à un seul résultat : privé dès le début le mouvement révolutionnaire de ses éléments les plus actifs et les plus décidés, et la guerre n'en continuera pas moins dans toute son horreur.

Entre dans l'armée pour y faire de la propagande, pour gagner au peuple cette armée ? Allez demander à tous ceux qui voulurent rouspéter, distribuer des tracts, répandre l'Avant-Garde ou l'Humanité, qui voulurent manifester contre les périodes, allez, à Semard-Gribouille ! demandez ce qui leur advint et totalisez les années de qu'un COMMENCEMENT.

D'ailleurs, cette offensive des clerciaux vient de la faiblesse des militants. Hélas ! combien de camarades, de communistes, de révolutionnaires se laissent faire et laissent faire pour avoir la paix dans leur famille. Pourquoi cette lâcheté ? si une femme vous aime si peu qu'elle préfère une bénédiction de prêtre à votre amour, laissez-là, elle ne vous aime pas : si, mariée, elle passe outre et fait baptiser l'enfant, elle ne mérite plus d'être votre compagne, et de peur d'être accaparé par le prêtre après votre mort, faites un testament qui stipule que vous désirez être enterré civillement.

Ah ! c'est qu'il est grand temps de se ressaisir, c'est qu'il est grand temps de chasser de notre ciel tout ce vol de corbeaux qui risquent de voiler la lumière du soleil, et une fois que nous en serons débarrassés, peut-être nous sera-t-il plus facile de battre la cité future telle que nous la souhaitons et dans laquelle, il n'y aura ni parasites, ni corbeaux qui puissent jour sans travailler des fruits du labour humain.

Louis LOREAL

Le retour des "Corbeaux"

Il se passe tout de même de drôles de choses dans les bureaux de notre République, troisième de rien ; un jour, ce sont des documents qu'un aristocrate remet à un journaliste de droite pour les vendre (en dollars) à une puissance étrangère : le lendemain, il se trouve tout à coup dans un rapport de la Commission des Finances deux articles que personne n'y a insérés, et aussitôt, ému dans la maison : l'homme à la pipe croyant sa mère malade une seconde fois accourt, est questionné et avoue ne rien savoir, aucun ministre non plus d'ailleurs et nous voilà depuis plusieurs semaines accablés d'histoires avec les fameux articles 70 et 71, concernant le retour des missionnaires : cela au moment même où l'on allait inaugurer du côté des Charentes un monument au Père Combes.

D'ailleurs, ces fameux religieux dont on parle tant, étaient-ils jamais partis ? Depuis l'époque de l'union sacrée, ils avaient repris en douce leurs occupations souterraines et certains, tels les frères des écoles chrétiennes, n'avaient jamais cessé leur enseignement, ayant seulement quitté la souffrance pour un costume civil.

Il y a longtemps que le père Denecker-Soudan nous corne les oreilles avec ses droits des religieux anciens combattants. Quels droits ? En 1914, légalement les religieux de tous les ordres étaient, s'ils étaient mobilisables, obligés de rentrer immédiatement dans la métropole où de se présenter au consulat pour s'y voir mobilisés, mais n'eurent pas le courage, oubliant en cela les enseignements de Jésus, de ne pas céder, et craignant d'être déserteurs, ils firent ce qu'accomplirent la majorité des Français, malheureusement, d'ailleurs.

Et c'est parce qu'ils firent comme tout le monde qu'ils ont maintenant des droits spéciaux ? Sans blague ! mais, dans ces conditions, les vendeurs aussi furent mobilisés et ils n'ont pas été reclamés de droits spéciaux, les hôpitaux également et il n'a jamais germé dans l'idée de ces derniers de demander l'exonération de la patente pour leurs maisons de tolérance parce qu'ils avaient répondu à l'ordre de mobilisation.

L'on invoque surtout, pour la justification de l'insertion dans le budget des articles 70 et 71, l'influence des missionnaires dans les colonies pour la propagande française.

Eh oui, il faut non seulement abraser l'indigène avec des croyances et des cérémonies encore plus idiotes que celles de nos pères, mais il faut y joindre le petit discours suivant : « Félicitez-vous, mes amis, je suis venu parmi vous, car ayant ma venue, vous ne connaissiez, ni la civilisation (voyez alcool), ni la fraternité (voyez guerre) ; ni la bonté (voyez coups de trique) ni surtout la France (avec un F majuscule), vous allez avoir un gouvernement, des juges, des soldats, des colons, peut-être des chemins de fer, et si, par basculement, votre contrée possède du caoutchouc, du minerai ou de l'or, vous m'en informerez immédiatement, ou alors Dieu qui voit tout m'en avertira sûrement.

Les indigènes ne songent nullement dans leur naïveté à dire au brave (?) missionnaire que ce fameux Dieu aurait mieux fait d'avertir les actionnaires directement et de se passer d'un tel intermédiaire, mais le frère fait marcher un phonographe, distribue quelques pièces de cotonnade, des verroteries brillantes et le tour est joué.

Et puis les catholiques ayant toujours persécuté les autres ont la manie de la persécution ; en France ils y sont tous : capucins à sandales naturistes, carmélites, pères dominicains-hystériques croyant servir Jésus dans des prières passionnées, réparatrices (de quoi ?) — Dames du Sacré-Cœur — Lazaristes, dominicaines, confréries du rosaire, maristes, frères ignorants. Est-ce que nous les empêchons de pulluler, ces punaises ? Est-ce qu'on interdit leurs pèlerinages à bénéfices ? la vente de l'eau plus ou moins miraculeuse, leurs chapecas, leurs médailles, scapulaires et autres monneries ?

A-t-on jamais arrêté un prêtre parce qu'il disait sa messe ? Luridité !

Et puis, lorsque l'ordre de Modugno a excité la rage des journalistes français qui émergent aux fonds de propagande fasciste. C'est que Mussolini

aux havards du CHEMIN

DES CADAVRES !...

Le Siècle Médical du 1^{er} décembre nous apporte une nouvelle alarmante.

Les études chirurgicales vont, si cela continue, devenir impossibles, même les simples études anatomiques. C'est, du moins, le docteur Lautier qui nous l'annonce, et en termes richement choisis.

Pourquoi cette menace qui plane sur le corps médical ?

Parce qu'on manque de cadavres, tout simplement.

Voici, en effet, ce que déclare l'éminent professeur :

« Il y a peu d'années, ces cadavres nous parvenaient assez nombreux pour suffire largement aux besoins de l'enseignement ; mais, depuis une certaine période, le recrutement (sic) devient de plus en plus difficile pour notre amphithéâtre, soit qu'il y ait moins de miséreux (resuc), soit que les gens qui meurent à l'hôpital sans laisser de famille soient réclamés par des sociétés de secours mutuels ou des associations philanthropiques. Il y a dans cet apport moindre de sujets une menace pour l'enseignement. Je crains fort que le projet qui établira en France les assurances sociales ne soit un péril à quasies (veresic) pour les études anatomiques, et je ne cache pas que ce péril ait été jusqu'ici signalé au corps médical. »

Bigne, on y va un peu fort dans le journal de M. Buna-Variola.

Le recrutement des cadavres... Vous voyez ici les scènes attendrissantes auxquelles il donne lieu.

Il y a moins de miséreux... Voiré, Monsieur le docteur ! J'aurais, pour ma part, plutôt tendance à penser le contraire.

Bref, ce qui ressort de tout ceci, et c'est le fait brutal. Il faut, de toute urgence, des cadavres.

Justement Provini vient d'être remis en liberté. Si les médecins s'entendaient avec lui pour lui faire construire quelques maisons ?

Mais, bon Dieu ! j'y pense !... si on allait tuer Poincaré ou Maginot, et si on faisait une bonne petite guerre ?

Enfin, qu'on choisisse. Mais vite, car le temps presse !

ARISTOBOLE,

INSANITES

Le verdict du jury de la Seine dans l'affaire de Modugno a excité la rage des journalistes français qui émergent aux fonds de propagande fasciste. C'est que Mussolini

en veut pour son père. Tout ce que la presse compte de scribouillards à tout faire, vendus au plus offrant, réclame la suppression du jury. Léon Daudet écrit :

« L'institution du jury, déjà absurde en son principe, est devenue, grâce à M. Briand, un cloaque d'imbecillité et de stupre soigneusement filtré par la mafia de la rue des Saussaies... etc. »

Voilà la Sûreté générale rendue responsable de la mort du consul fasciste Nardini.

Nous n'éprouvons, naturellement, aucune envie de défendre la Sûreté générale... Mais, tout de même, c'est drôle...

UN GESTE INCOMPLET

Les journaux de la semaine dernière nous ont entretenus, avec force détails, de la « touchante » cérémonie qui se déroula à Paris, rue Franklin.

Une délégation de Liégeois était venue porter au Tigre l'hommage des Wallons — en remettant au Père La Victoire un livre d'or contenant près de 10.000 signatures de Belges qui se « souviennent de Georges Clemenceau ».

On aurait pu trouver le complément du Livre d'Or par un deuxième volume qu'on aurait appelé le « Livre de Sang », dans lequel on aurait inscrit les noms de tous ceux qui moururent à la boucherie pendant que Clemenceau faisait la guerre... avec la peau d'autre. On aurait ajouté les victimes d'Ignace, — mais, bien entendu, on se serait passé des paraphes, car ceux-là ne peuvent plus signer, et pour cause : Clemenceau leur aurait manifesté toute sa sollicitude.

UNE SOLUTION

Dans le Quotidien, Mme Huguette Godin consacre une série d'articles à l'étude du Code Civil dans tout ce qu'il a trait au mariage. Elle nous montre par des exemples frappants, en quel état de servitude la femme est encore vis-à-vis du mari. Et elle réclame une reforme complète des lois du mariage.



La situation en Grande-Bretagne

Sur le terrain économique et par répercussion dans le monde des Trades-Unions, la situation est mauvaise. L'industrie charbonnière est tombée à son point le plus bas.

Le chômage est intense et les salaires ont baissé dans des proportions inquiétantes. Dans de nombreux endroits, le salaire hebdomadaire n'atteint pas même 2 livres, et cela pour une semaine de 48 heures. Très peu de ouvriers travaillent la semaine entière et il n'y a nulle perspective d'amélioration prochaine. Les activités et les industries dérivées souffrent aussi énormément du manque de travail et, la encore, une baisse des salaires s'est produite.

Les tisseurs du Lancashire se voient, de leur côté, réclamer plus de 51 heures de présence pour une paye moindre. Encore que, dans bien des endroits, les usines ne travaillent pas plus de trois à quatre jours par semaine. Le salaire des métallurgistes professionnels n'atteint pas trois livres par semaine. La situation est identique dans toutes les industries. Seuls les travailleurs du bâtiment et les cheminots sont dans une situation plus privilégiée.

En face de ces chômagés et de ces bas salaires, la vie est 70 % plus chère qu'avant la guerre. La livre et les salaires étant demeurés à la parité or, le pouvoir d'achat du travailleur anglais se trouve diminué d'autant.

Cet état des affaires a eu sur les Trades-Unions une répercussion considérable. Celui-ci ont perdu presque la moitié de leurs effectifs, et si critique était la situation dans certains districts qu'une grande campagne nationale de recrutement a été nécessairement entreprise.

Les grèves malheureuses et les lock-outs répétés sont autant de facteurs intervenant contre les Trades-Unions.

Après chaque échec, une partie importante des affiliés quittent l'organisation.

Et les Trades-Unions reçoivent un coup d'autant plus dur qu'elles voient se dresser en face d'elles la fraction des syndicats, influencés par les éléments de gauche.

Mais c'est la grande grève générale de mai 1926 qui aura porté aux Trades-Unions le coup le plus dur. Cette grève, dont le succès était assuré, fut sabotée par les chefs politiques du Labour-Party. Et les mineurs abandonnés à leurs propres forces étaient, après une résistance opiniâtre et merveilleuse, complètement vaincus.

Les Trades-Unions ne serviront jamais la cause révolutionnaire. En mai 1926, il était possible de renverser la force le Gouvernement conservateur, mais les chefs politiques du parti eurent peur des conséquences d'un triomphe complet. Lâches comme toujours, ils reculèrent devant leurs responsabilités et, plutôt que de s'emparer des moyens illégaux de la direction des affaires, et sans doute craignant aussi que la poussée des masses ne soit trop forte, ils servirent les intérêts du grand patronat britannique.

Ainsi donc, divisées par des luttes de tendances, tout comme au sein du Labour-Party, particulièrement exploitées par les communistes qui, par tous les moyens, cherchent à prendre pied en Angleterre, mises devant une situation économique très difficile, les Trades-Unions, dont le programme est essentiellement réformiste et légal, ne peuvent rien ou presque pour défendre ou améliorer la situation du prolétariat d'outre-Manche.

De plus, pour compliquer cet état de choses, des groupes extra-syndicaux viennent de se former. Ces groupes, composés d'éléments hétérogènes, ne peuvent rien pour remédier à la crise économique et syndicale ; par contre, ils augmentent le marasme en portant au sein de l'organisation ouvrière les querelles politiques qui finiront par compromettre sérieusement les forces encore debout. Naturellement, comme en France, les communistes excelltent dans cette politique de division, et leurs hommes, membres avoués ou non du parti, sont partout sur la brèche.

Les Trades-Unions chercheront par tous les moyens à se défendre contre les attaques des conservateurs et des gauches ; mais le prolétariat se sentira de plus en plus attrayé par les méthodes néo-révolutionnaires de ces derniers, et cette situation amènera sous peu l'existence en Angleterre de deux centrales syndicales, l'une réformiste et gouvernementale et l'autre révolutionnaire, mais en étiquette seulement, tout comme notre C.G.T.U.

Quant au mouvement syndicaliste révolutionnaire tout court, comme nous en possons dans France un courant assez fort, il n'existe, ni ne donne de signes d'existence en Angleterre.

Avant de terminer, il convient de souligner l'importance du chômage. La statistique officielle accuse un chiffre de 1.060.000. Mais ce chiffre est inférieur à la vérité. En effet, sur un rayé des registres du chômage les personnes y figurant depuis plus de deux ans. De plus, les travailleurs de plus de 65 ans reçoivent depuis quelque temps une petite pension et cessent, de ce fait, de faire partie du contingent des chômeurs, comme c'était précédemment le cas. Si l'on ajoute encore l'émigration qui, pour l'année écoulée, atteint un chiffre de 113.000, on verra combien pénible est la situation générale du travailleur britannique, et on comprendra l'effacement de la crise économique que traverse la Grande-Bretagne.

Que fait-on pour organiser les chômeurs et leur procurer du travail ? Rien. Ou peut-être pas grand-chose.

Dernièrement, le Gouvernement conserve a tenté d'envoyer au Canada, pour les employer aux travaux de la moisson, une partie de ces chômeurs.

Cette tentative a pitoyablement échoué.

Contradictions gouvernementales

Les bourgeois réprouvent la violence, quand elle nuit à la Société — à leur société chaotique, anarchique — dans le sens de désordre, de trouble.

La violence est un crime, disent-ils, puisque le peuple français possède le suffrage universel, moyen légal de s'émanciper.

— La bonne blague ! Comme si le bulletin de vote ne consacrait pas l'exploitation de l'homme par l'homme !

Les gouvernements actuels et leurs prédecesseurs oublient que la violence leur a permis d'abolir en 1789 la noblesse et le clergé, et d'opprimer à leur tour les travailleurs.

Pour conserver le pouvoir, l'autorité, la bourgeoisie recourt sans cesse à la violence. Pourquoi la condamne-t-elle lorsqu'elle est mise en application par les pauvres ?

De deux choses l'une : — ou la violence est nuisible, et alors les gouvernements la rejettent ; — ou la violence est nécessaire, et alors on l'accepte pour tous, socialement parlant. Si la violence est mauvaise, la bourgeoisie ne doit pas y recourir. Si elle est un moyen de défense ou d'attaque pour les riches ou les dépossédés, elle est inévitable dans une société basée sur le patronat.

Les dirigeants ne sont pas logiques en anathématisant la violence, dont ils font un fréquent usage ; mais qu'ils ne l'interdisent pas aux salariés, victimes du capitalisme.

L'hypocrisie de la classe dirigeante est profonde. Sa cupidité insatiable, son mépris pourvoient pour les dirigeants ménage à ceux-ci des jours angoissants.

Mais si les ouvriers conscients, que la politique meurturie si cruellement, renoncent un jour aux mirages si décevants de la légalité, la bourgeoisie, cette ogresse aurait-elle le droit de manifester son mécontentement ?

— Messieurs les bourgeois, soyez conséquents avec vos poétiques affirmations : La violence est un mal : licenciement, la police, la magistrature, la gendarmerie sédentaire ou mobile, l'armée.

Alors nous ne doutons pas de votre sincérité et de votre bonhôte.

Votre état social disparu, l'intelligence fera le reste. Antoine ANTIGNAC.

rendue impossible par le fait que les réunions sont interdites. Le peuple cubain a souffert beaucoup de la domination espagnole ; le général Weyler l'a ensuite martyrisé et emprisonné ; les présidents qui suivirent l'ont exploité à qui mieux-mieux ; le gouvernement de Machado a porté l'horreur à son comble en l'exploitant, l'exilant, en l'emprisonnant et en l'assassinant de la plus terrible façon.

GRÈCE

M. Venizelos et le capital étranger

Le Gouvernement « monocratique » — terme élégant qui offusque moins que celui de dictatorial — de M. Venizelos s'est attelé à la tâche. C'est-à-dire qu'il s'emploie systématiquement à trahir les promesses démagogiques que l'illustre Crèteois avait faites au peuple grec à la veille du scrutin d'août.

On se souvient avec quelle sainte horreur l'organe du venizélisme orthodoxe Patria parlait en guerre contre les Compagnies anglaises détentrices de nombreuses concessions en Grèce. Toute la campagne pour le renversement du gouvernement Zaimis s'était effectuée sur le mot d'ordre « contre les concessions au capital étranger exploiteur ».

Maitre du pouvoir, Venizelos s'avère le valut de ces Compagnies au même degré que ses prédécesseurs. La tactique suivie par lui durant la grève des ouvriers des transports d'Athènes aura servi à mettre les choses au point.

A la suite du premier emprunt des réfugiés, Pangalos avait accordé à la Compagnie anglaise Power and Traction, le monopole pour tout le pays des transports en commun et de la distribution électrique, avec facilité pour la susdite Compagnie de ne pas dépendre de l'Etat grec, mais de ses propres statuts (article 3 de la Convention).

A maintes reprises déjà les ouvriers employés par cette Compagnie avaient songé à la grève pour faire cesser l'exploitation dont ils étaient l'objet et pour obtenir une augmentation de salaire. Abusés par la démagogie venizélique, ils ont attendu l'action de celui qui promettait de régler tous leurs désiderata. Las d'attente, le 31 octobre, à Athènes, 1.900 employés des tramways ont déclaré la grève.

Parmi leurs principales revendications, citons : Augmentation des salaires de 35 drachmes-par mois ; Suppression du régime des amendes ; Renforcement de la Caisse de prévoyance et de secours, etc..

La grève a duré deux jours, les chefs du Syndicat autonome ont voté la reprise du travail sur des promesses faites par M. Christomanos, ministre de l'Economie Nationale. Une forte minorité a dénoncé cette attitude.

Des promesses électorales, Venizelos n'en a cure, au moment où il est en train de négocier un nouvel emprunt avec le groupe financier Hambro-Talbot auquel appartient la Compagnie Power and Traction.

Groupe des 5^e, 6^e, 13^e et 14^e arrondissements

Nos Conférences

Samedi 8 décembre
A 21 heures, 111 rue du Château (1^{er})
LES ANARCHISTES
ET LE MOUVEMENT SOCIAL CONTEMPORAIN

par Férandel
Participation aux frais: 1 franc

Samedi 22 décembre
A 21 heure, rue Saint-Jacques (5^e)
L'UNITÉ SYNDICALE EST-ELLE POSSIBLE ?
par A. Guigui

DANS LE JARDIN D'AUTRUI

Les anarchistes et la guerre

La discussion autour du Manifeste des Seize se poursuit et Plus loin n'y consacre pas moins de quatre articles dans son numéro de novembre. Suivons le conseil de M. Pierrot qui, en conclusion, renvoie ses lecteurs, sur le fond du débat, à l'article de la camarade M. Isidore, laquelle essaie — à notre avis bien vainement — de concilier les deux thèmes en présence. La discussion est désormais assez avancée pour que l'on puisse craindre, dès maintenant, qu'aucun changement n'intervienne dans la façon de voir des uns et des autres.

Malgré tout le talent que déploie la camarade Isidore pour nous convaincre du contraire, nous ne croyons point que le désaccord qui divise les signataires du Manifeste et leurs adversaires présente une importance exagérée. S'il n'offre plus, quelques années après la déclaration de guerre, qu'un intérêt rétrospectif, il reste gros de conséquences en ce qui concerne l'avenir. C'est surtout à ce titre qu'il nous intéresse.

La politique de l'autruche ne résout aucun problème et c'est pour l'avoir pratiquée que les militants anarchistes d'avant-garde se sont trouvés dépassés lorsque parut le Manifeste des Seize. Bertoni nous rappelle que déjà en 1905 Kropotkin déclarait qu'au cas d'une guerre franco-allemande « il aurait voulu pouvoir prendre encore les armes pour la défense de la France et de la Révolution ». De même en 1912, nous dit Isidore :

Pendant la guerre balkanique, « Les Temps Nouveaux » ont publié des articles de Kropotkin et de Tchereksoff exprimant à peu près les mêmes opinions que celles qui devaient plus tard soulever tant d'indignation et personne ne s'est avisé de crier à la trahison.

Et tout le monde a eu tort de fermer les yeux et de se taire, fût-ce par déférence pour les grands hommes de l'anarchie. Toutes les opinions et celles de chacun se discutent et celles sur la guerre plus que toutes autres — bien que ce soient précisément celles-là sur lesquelles l'accord entre anarchistes devrait être absolu.

Dire que l'issue de toute guerre ne peut nous être indifférente parce qu'il y a des guerres dont l'issue décide de l'indépendance politique ou nationale des peuples c'est, comme l'écrivait justement Bertoni à Kropotkin, « faire de la diplomatie ». Et quelle diplomatie !

La guerre de 1914-1918, par exemple, a rendu à la Pologne, écrasée à la fois sous le joug tsariste, autrichien et prussien, son indépendance politique. Très bien ! Et qu'à valut au peuple polonais l'indépendance politique de son pays ? Pilsudski et la terre blanche... En réalité, on le voit, si la guerre peut parfois rendre à un pays son indépendance politique, elle ne la rend qu'à la classe dirigeante de ce pays, qui seule en bénéficie, comme dans tous les autres pays, contre le peuple même.

Et voyez les contradictions de la « diplomatie anarchiste » en matière de guerre. On oppose à notre thèse que dans tout conflit armé entre deux Etats les anarchistes n'ont pas à prendre parti pour l'un des belligérants, un exemple : la possibilité d'une déclaration de guerre à la Russie révolutionnaire. Ce n'est point l'heure de discuter de cette éventualité ; disons seulement qu'au cas d'une guerre de pays capitalisés contre un pays vraiment révolutionnaire, le rôle des anarchistes et des révolutionnaires de toutes écoles sera de manifester contre leurs gouvernements, dans leur pays, leur solidarité véritablement agissante, au besoin sous une forme insurrectionnelle, à la Révolution attaquée plus que de contracter un bien aléatoire engagé dans les armes de celle-ci.

Et bien ! cette Russie révolutionnaire a qu'les pays capitalistes pourraient déclarer la guerre, qui trouverait-elle en face d'elle comme première adversaire de choc ?

Précisément la Pologne, à qui les Alliés vainqueurs ont rendu son « indépendance politique » surtout — et peut-être uniquement — pour en faire l'instrument des autorités russes.

Et voilà où conduit la « diplomatie » des anarchistes de la guerre :

Première étape : les anarchistes vainqueurs avec le Droit accordent à la Pologne son indépendance politique ; deuxième étape : les anarchistes prennent la défense de la Russie révolutionnaire contre la Pologne qu'ils ont contribué à libérer.

Si les anarchistes partisans de l'intervention dans certaines guerres délaissent la « diplomatie » pour passer à la « stratégie », ils tombent inévitablement dans une contradiction nouvelle.

Si la participation à la guerre, dit Isidore, viole les principes pacifistes et antimilitaristes, la non-résistance aux armées d'invasion constitue une violation au moins aussi grande du principe fondamental de la résistance à l'oppression, un abandon au moins aussi grand de l'esprit de révolte.

Cette argumentation serait exacte si l'attitude des anarchistes en face de la guerre était celle de Ponce-Pilate. Mais ils ne sont pas des indifférents devant la guerre, mais des non-résistants passifs. Ils sont, au contraire des résistants actifs contre la guerre, contre les deux belligérants.

Et puis le fait de l'invasion ne prouve rien en soi. Il se peut, au hasard des batailles, que l'armée rongeuse soit l'ennemi. Ses déprédatations et ses ravages en sont-ils moins grands ? Ses obus ne massacrent-ils point aveuglément femmes, enfants, vieillards ? Ses gaz asphyxiants n'empoisonnent-ils point, au nom du Droit, des villes ouvertes... ? Et alors, contradiction de la contradiction, faudra-t-il se dresser contre le Droit devenu l'envahisseur, pour l'Injustice dont le refuge sera souillé par l'invasion.

Résister à l'oppression, c'est résister à la guerre, et ne pas abandonner l'esprit de révolte c'est le manifester efficacement contre la guerre plutôt que d'y participer, même sous le prétexte de considérations soi-disant supérieures comme celles-ci :

L'idée de la résistance, de la lutte contre un pouvoir fort, de la défense des droits et des libertés de chaque groupement social, de la lutte contre la réaction sous toutes ses formes, est l'idée fondamentale de l'anarchisme.

L'idée fondamentale de l'anarchisme, c'est la lutte contre tous les pouvoirs, les forts et les faibles, ceux-ci visant à égaler puis à supplanter ceux-là, au besoin par la guerre ; c'est la défense des droits et des libertés des individus libres dans des groupements sociaux libres, et non point ceux de formations politiques les plus souvent arbitraires et où toujours les droits et les libertés des individus sont étouffés par la cupidité des puissants et la raison d'Etat ; c'est la lutte contre la réaction sous toutes ses formes, et d'abord contre la forme la plus barbare, la plus abominable de la réaction : la guerre, c'est la lutte contre toutes les guerres déclenchées toujours pour les intérêts des maîtres qui ne seront jamais ceux des esclaves, dans une société où le profit est Dieu et les capitalistes ses prophètes.

LE LISEUR.

SOMMAIRES ET BIBLIOGRAPHIE

Le numéro de mi-novembre de *L'En-Dehors* publie entre autres : La beauté du sexe, de Grant Allen ; De la pudeur et de la nudité (fin), de M. Acharya ; La suite d'un essai sur la science des religions, de Jacques Briau ; des extraits du *Mirage patriote*, de Pierre Charbonneau, etc.

Un sommaire de novembre de *Plus Loin*, par le docteur Jean Wintsch sur la médecine, en réfutation du scepticisme, en cette matière de Bertrand Shaw. Un chapitre d'his-toire : la suite (VII) de l'étude de M. Pierrot : La morale ancienne, l'amour et le sentiment d'inferiorité ; une lettre de Céline de Jacques Reclus ; et, à propos de la discussion sur le Manifeste des Seize, deux articles de M. Isidore, Auguste Bertrand, Jean Wintsch et M. Pierrot, où chacun reste sur ses positions, c'est-à-dire, en définitive, pour la guerre.

— Dans les deux derniers numéros de l'*Emancipateur*, que font paraître nos camarades bruxellois, on trouvera une intéressante série d'articles de notre viel ami Malatesta : L'anarchisme individualiste et l'anarchie.

Hormis le savoureux « radotage » de Léon Vial et un article d'Eugène Dieudonné sur « Vial et un bâton », *L'Anarchie* du 15 novembre, malgré le leader de Louis Louvet, se présente assez vide de substance.

— Le dernier numéro du <i

LA VIE DE L'UNION

COMMISSION ADMINISTRATIVE

Séance du 3 décembre

Quelques membres du Comité International de Défense Anarchiste ayant voulu que ledit Comité soit ouvert à quiconque se réclame, à tort ou à raison, de l'anarchisme, aux représentants de journaux ainsi qu'aux représentants de groupements minuscules sans responsabilité, la C. A. retire ses délégués du Comité International.

Nous avions adhéré au Comité sous certaines conditions ; elles n'existent plus. Nous pensions faire au Comité œuvre utile en faveur des prisonniers ; nous nous refusons à perdre notre temps à nous y affronter avec des coupeurs de cheveux et des racinieurs impénitents.

Dans le domaine de la défense, nous voulons, comme dans les autres, agir et non ergoter à l'infini.

En conséquence, l'Union anarchiste fera elle-même, directement ses campagnes de défense ; il n'est pas besoin d'ajouter que tous les persécutés pourront compter sur elle, quelle que soit leur tendance.

Selon les campagnes et les cas particuliers nous nous servirons de titres passant parmi comme celui de Comité de Défense du Droit d'Asile sous les auspices duquel nous menons notre agitation contre les expulsions administratives.

En accord avec les camarades des Editions Internationales nous sommes décidés à rompre le contrat qui associait nos librairies. Dans une lettre particulière nous exposerons aux groupes les raisons majeures qui motivent cette résolution.

Si les groupes n'y voient point d'inconvénient nous ne tiendrons plus boutique de librairie ; le Libertaire possède un service de librairie — la librairie du militant — et ce sera tout. Et nous pensons que ce sera pour le mieux.

Sébastien Faure a cherché au Liseur une querelle ridicule.

A peine avait-il été égratigné qu'il nous inonda de rectifications prétendues et de mises au point tendancieuses. Nous avons inséré le tout.

Mais où Sébastien Faure exagère, c'est lorsqu'il fait insulter le Liseur — notre ami Descarsin — dans la Voix Libertaire.

Il faudra pourtant que Sébastien Faure s'habite à être traité comme les autres compagnons et à être critiqué quand il sera critiquable.

Il lui a plu de renier quarante années de propagande en se mettant à la remorque des « amours libertaires » et de tous les anti-révolutionnaires qu'un mouvement anarchiste traîne avec lui. Il ne nous plait pas

à nous de le suivre dans cette mauvaise voie. Et nous pensons même qu'il est de notre devoir de mettre en garde tous les anarchistes-communistes contre des appels à la « réconciliation » qui sonnent faux.

PARIS-BANLIEUE

Fédération Parisienne. — C. I. samedi 8 décembre, à 20 heures, 72, rue des Prairies.

Groupe du 10^e, 19^e et 20^e. — Permanence jeudi 6 décembre, de l'U.D.C., rue Sambre-et-Meuse, de 20 à 21 heures.

Groupe des 5^e, 6^e, 13^e et 14^e arrondissements.

Réunion tous les mardis soir à 20 h. 30, 10, rue de l'Arbalete (5^e). En raison de la propagande très active que nous organisons actuellement, tous les camarades sont priés d'être présents.

Groupe du 45^e. — Appel est fait à tous les adhérents de la fédération parisienne pour qu'ils assistent à notre réunion du samedi 7 décembre, à 20 h. 30, rue Mademoiselle, 85.

Le groupe des 5^e, 6^e, 13^e, 14^e et celui du 15^e feront aux camarades présents une proposition intéressante concernant notre activité dans la région parisienne. Nous comptons sur tous.

Groupe Libertaire de Saint-Denis. — Réunion, vendredi 7 décembre, à 20 h. 30, Bourse du Travail, 4, rue Suger.

Une série de causeries sur les précurseurs du socialisme est en préparation.

La première de ces causeries aura lieu vendredi 14 décembre, par B. B. Suite de la discussion : les anarchistes et les syndicats. Organisation du meeting projeté. Présence de tous indispensables.

Groupe de Livry-Gargan. — Les camarades sont invités à la causerie de notre camarade René à 20 h. 30, rue des Varennes, 11, rue de Paris, à Livry (à côté de la mairie).

PROVINCE

Groupe Anarchiste Communiste de Toulouse.

— Les copains du groupe et lecteurs du « Libertaire » sont invités à toutes les réunions qui ont lieu le samedi à 20 h. 30, 16, rue du Peyron chez Tricheux.

Samedi 8 décembre. Questions très intéressantes à l'ordre du jour dernier préparatif pour l'ouverture du nouveau local du groupe. — A. Mirande.

Groupe de Lille. — Les camarades sympathisants et lecteurs du « Libertaire » sont invités à assister à nos réunions qui ont lieu tous les samedis, 142, rue de Wazemmes. Alors, camarades, un bon mouvement, des tâches urgentes nous sollicitent, soyez nombreux à nos prochaines réunions.

Groupe d'Etudes sociales d'Orléans. — Le groupe se réunit chaque semaine. S'adresser à Raoul Colin, 31, rue des Murin. Appel aux sympathisants du « Libertaire ».

« Le Libertaire » est en vente au Dépot Central, rue Bannier.

Sébastien Faure a cherché au Liseur une querelle ridicole.

A peine avait-il été égratigné qu'il nous inonda de rectifications prétendues et de mises au point tendancieuses. Nous avons inséré le tout.

Mais où Sébastien Faure exagère, c'est lorsqu'il fait insulter le Liseur — notre ami Descarsin — dans la Voix Libertaire.

Il faudra pourtant que Sébastien Faure s'habitue à être traité comme les autres compagnons et à être critiqué quand il sera critiquable.

Il lui a plu de renier quarante années de propagande en se mettant à la remorque des « amours libertaires » et de tous les anti-révolutionnaires qu'un mouvement anarchiste traîne avec lui. Il ne nous plait pas

Communications Diverses

Groupe Espérantiste Anarchiste de Paris. — Camarades, prenez bonne note que le cours par correspondance a lieu toute l'année. Ecrire à Gaston Louis, 92, rue Rochechouart (9^e).

Le Groupe Libertaire Autonome de Clermont-Ferrand fait appel à tous les anarchistes et sympathisants de venir à la réunion qui aura lieu le dimanche 9 décembre de 10 h. 30 à 12 h., Bar du Centre, Café Raillette, rue Saint-Adjutor, ayant pour but d'organiser un meeting en faveur de Paul Vial. Tous les camarades se feront un devoir d'y assister. Pour le groupe : Chazal.

Marseille. — Le Comité de Défense Sociale de Marseille vient d'être reorganisé, et c'est lui qui prend en mains la campagne Paul Vial ; pour Marseille et la région, en conséquence, les camarades secrétaires des groupes de la région sont près de se mettre en rapport avec nous ; adresser la correspondance à Louis Chaix, Bourse du Travail, salle 6, rue de l'Académie, Marseille.

Tous les copains de Marseille sont priés d'assister à nos réunions qui ont lieu tous les jeudis, au bar « Tout-Va-Bien », 84, la Cannebière.

Camarades, songez qu'un innocent est au bagne, et que nous avons besoin du concours de chacun pour le libérer ; restez dans l'inactivité sera se faire complice des autorités ; nous comptons donc sur les efforts conjugués de tous pour faire cesser cette iniquité.

Retirez les listes de souscription et faites parvenir les fonds à Louis Martin, Bourse du Travail, salle 6, rue de l'Académie, Marseille.

Permanence tous les jours de 18 à 19 heures.

Pour le C. D. S. de Marseille,

L. Martin.

Libre Pensée. Action Sociale de Paris. — Réunion publique mensuelle samedi 8 décembre, à 20 h. 30, au Foyer Végétal, 40, rue Mathis (Méro Crimée).

Causerie-conférence par M. Albert Le Bras, secrétaire de l'« Essai ».

Groupe espérantiste ouvrier de Saint-Etienne. — Les réunions hebdomadières du groupe ont lieu le mardi à partir de 20 h., au siège, salle 112, Bourse du Travail : conversation, correspondance, bibliothèque.

Le cours public et gratuit d'espéranto a lieu le mercredi, de 20 h. à 21 h. 30, au même local.

Comité d'Entr'Aide aux Détenus politiques et à leur famille. — Réunion du Comité de l'Entr'Aide, le vendredi 14 décembre à 20 h. 30, au local habituel.

Tous les organisations et groupements sympathisants doivent se faire représenter.

Pour le Comité. Le Trésorier : Langlassé.

Groupe libertaire de Lyon, 171, rue Duguesclin. — Dimanche 16 décembre 1928, 10 heures du matin, salle Sacco-Vanzetti, grande réunion consultative avec à l'ordre du jour : Action et Propagande. — Pour le Groupe de Lyon, le Secrétaire : J. Lamure.

BULLETIN D'ABONNEMENT

(ÉCRIRE TRÈS LISIBLEMENT)

Je soussigné (1)

demeurant (2)

déclare m'abonner pour (3)

au « Libertaire » et je verse la somme de (4)

que j'envoie à N. Faucher, 72, rue des Prairies, Paris (20^e) Chèque postal : Paris 1165-55.

Signature :

(1) Nom, prénom. — (2) Adresse exacte. — (3) Durée de l'abonnement. — (4) Somme envoyée.

LE LIBERTAIRE

LA VOIX DE PROVINCE

(Suite de la 2^e page)

complot de la bourgeoisie pour empêcher la classe ouvrière de se libérer. Dans sa réponse, Ingels ne suit que reprocher à notre camarade sa profession de salarié municipal, et cela s'explique aisément ; certains hommes sont tellement habitués à voir se courber devant les maîtres du jour la majorité des individus, qu'ils sont également devoir un homme qui, passé le temps légal de sa servitude, se considère comme libre de toute entrave pour situer, conformément à ses idées, ce qu'il croit contrarie au triomphe des idées. Le seul fait d'avoir reproché à deux reprises ce fait à notre camarade prouve bien que Ingels était à bout d'arguments contre le contradicteur et qu'il voulait faire — ce qui est toujours facile devant un auditoire de partisans — de l'esprit aux dépens des théories libertaires. Continuant sa réponse, il voulut assimiler notre camarade à un individualiste intraitable, mais la salle lui rappela par son attitude qu'elle attendait la réfutation de la critique du camarade libertaire et Ingels dut s'avouer vaincu. Un communiste demande ensuite la parole, puis Ingels répondit à nouveau aussi rapidement et la séance fut levée vers minuit 1/4 au milieu des cris et des vociférations. Mais les prolétaires présents étaient fixés sur la valeur révolutionnaire de la social-démocratie et je ne crois guère que le passage d'Ingels à Montpellier amènera beaucoup d'adhérents à la section socialiste locale.

Spartacus.

Verrons-nous l'« Agonie de Jérusalem » ?

Les camarades se rappellent que ce film leur fut signalé de Paris, comme mettant en scène un anarchiste qui se convertit et qui dans certain épisode du scénario buttaut des ouvriers placés sous sa direction. Or, la semaine dernière, un représentant de la firme éditeur du film fut venu me trouver pour me demander, si le film était projeté à Montpellier, je m'astendrass de le siéger, ou d'en empêcher la présentation, le représentant en question me faisant savoir que la scène des ouvriers battus avait été supprimée. Or, pour ma documentation, je me suis fait remettre le scénario et même certaines scènes supprimées, il est impossible de laisser passer sur les écrans, l'« Agonie de Jérusalem ». Le héros est, en effet, dit le scénario, entraîné par des gens douteux (des anarchistes naturellement) et il est rapidement gagné (ça prouve au moins la force de nos arguments) aux rêves creux, aux dangereuses utopies anarchistes. Au cours d'une discussion publique et de la bagarre qui s'ensuit le jeune anarchiste devient aveugle et seule une émotion peut le sauver. Cette émotion, une jeune femme la provoqua en suggérant au jeune homme de voir l'agonie du Christ au Golgotha, chose qui se produisit en rendant la vue au jeune anarchiste pour la plus grande gloire de Dieu et... surtout de ses prêtres.

Je n'ai pas besoin d'insister sur la nocivité pour nos idées de la présentation d'un tel anarchiste, puis, ce qui le rend encore plus nocif, c'est le mode de propagande employé ; aller à l'évêché, ou dans les paroisses, afin d'avoir l'appui du clergé, organiser une soirée de gala avec les autorités civiles, militaires et religieuses, demander même aux ecclésiastiques qu'ils accordent des permissions spéciales à leurs hommes, enfin, mettre tout en œuvre pour la diffusion des films.

René GHISLAIN.

Voilà comment s'exprimait le camarade Dret, des cuirs et peaux, au congrès confédéral de Toulouse en 1910, au cours de la discussion qui aboutit au vote de la résolution Merheim, à laquelle nous faisions allusion tout à l'heure : « ... Ah ! Je voudrais qu'il se trouvât d'autre camarade Tom Mann, qui revient d'Australie où le contrat collectif obligatoire et l'arbitrage existent ! Il vous dirait que les ouvriers de là-bas sont obligés de lutter contre le Gouvernement pour reprendre les libertés qu'on leur a prises en leur inspirant la confiance dans la révolution sociale.

La réalité a fait depuis très longtemps une brèche dans cette affirmation et nous avons sous les yeux trois jugements rendus sur la question à quelques dizaines d'années les uns des autres. Ils sont tellement caractéristiques que nous ne résistons pas au désir de les citer malgré leur longueur.

Voilà comment s'exprimait le camarade Dret, des cuirs et peaux, au congrès confédéral de Toulouse en 1910, au cours de la discussion qui aboutit au vote de la résolution Merheim, à laquelle nous faisions allusion tout à l'heure : « ... Ah ! Je voudrais qu'il se trouvât d'autre camarade Tom Mann, qui revient d'Australie où le contrat collectif obligatoire et l'arbitrage existent ! Il vous dirait que les ouvriers de là-bas sont obligés de lutter contre le Gouvernement pour reprendre les libertés qu'on leur a prises en leur inspirant la confiance dans la révolution sociale.

Le résultat a fait depuis très longtemps une brèche dans cette affirmation et nous avons sous les yeux trois jugements rendus sur la question à quelques dizaines d'années les uns des autres. Ils sont tellement caractéristiques que nous ne résistons pas au désir de les citer malgré leur longueur.

« D'ailleurs l'arbitrage obligatoire n'a jamais empêché les grèves d'éclater, pas même en Australie où cette réglementation des conflits paraît être un certain temps le fondement même de la législation sociale.

Deux exemples suffisent à le prouver : en 1913, l'Australie a connu 208 grèves avec 33.693 ouvriers participants ; en 1917 le nombre des grèves est passé à 644 avec 154.061 grévistes !

« Ces chiffres sont, par eux-mêmes, éloquents, ils le deviennent plus encore, quand on les compare au chiffre global de la population australienne qui est de 5 millions.

« Enfin ajoutons que l'année dernière eut lieu, en Australie, contre les décisions arbitrales, une grève générale des marins qui a duré plusieurs semaines ; que cette année même vient de se terminer une grève générale des mécaniciens de la Marine ; qu'actuellement une grève générale des typographes vient d'éclater, alors qu'une grève générale des mineurs durait déjà depuis plusieurs mois.

« Ces exemples ne sont-ils pas suffisants pour mettre en lumière l'impossibilité de l'arbitrage obligatoire ? »

Enfin le 10 octobre 1928, l'ancien secrétaire adjoint de la C. G. T., Georges Du-moulin, écrivait dans le Populaire :

« Les ouvriers australiens se sont fortement organisés et ils sont parvenus à exercer le pouvoir par l'intermédiaire du parti travailliste. Maîtres du pouvoir, les travailleurs australiens se sont engagés dans la voie de la législation sociale au point de pouvoir se flatter d'être les ouvriers les mieux payés et les mieux garantis du monde.

« Les édiles sociaux, dont la grande majorité est inféodée à la réaction, vont sans doute tiquer pour lâcher quelques milliers de francs en supplément. Ne faut-il pas compresser les dépenses ?

« Cependant que la même équipe des édiles a cru bon d'avancer un crédit de cent cinquante mille francs, destinés à la réception organisée par le jésuite Delteil, il serait surprenant que ces mêmes gens ne trouvaient pas extraordinaire les demandes d'augmentation du budget des grèves.

« Presque tout ce qui sort de ces pilons est tout au plus bon à aller à la décharge.

« Les chefs de dépôts font de tout temps reconnu et seuls les Grossioux, ingénieurs et directeurs des travaux, ne s'en sont jamais souciés.

« Pour cause, n'émergent-ils pas au sujet ? Quoi qu'il en soit, la 1^e Région appuiera de toute son autorité les humbles revendications des piqueurs de grès.

« Les humbles de chez les Patères qui ont pris pour habitude de travailler au-dessous des tarifs, ainsi que les non-syndiqués, seront sans doute priés poliment de respecter les décisions prises par le Syndicat. En tout cas, nous ne tolérerons pas qu'ils enfreignent lesdites décisions.

« D'ailleurs, nos camarades dont l'esprit de solidarité reste entier, sauront bien déjouer les manœuvres d'où qu'elles viennent et quelles qu'elles soient. Nous les souhaitons de grand cœur.